

BEAUX-ARTS

«Polémiques et rumeurs!», dénoncent les partisans du musée de Bellerive

JÉRÔME CACHIN

Les partisans du projet de nouveau Musée des beaux-arts ont joué la scène de la réponse du berger à la bergère, hier sur la parcelle de Bellerive que les roulottes du cirque Knie s'appêtent à quitter. Exactement quatre jours après le comité référendaire, exactement au même endroit, ils ont développé leurs principaux arguments. Dès la fin des vacances scolaires, des gabarits seront à nouveau installés sur le site pour figurer le volume du bâtiment projeté. Les Vaudois trancheront le 30 novembre.

Point de conseiller d'Etat pour défendre le projet, mais le syndic de Lausanne, Daniel Brélaz, et celle qui l'a précédé à ce poste, Yvette Jaggi. Pour cette dernière, la campagne oublie que l'on parle d'un outil culturel. «Rendre accessible aux Vaudois un patrimoine commun, le mettre en valeur et l'enrichir: c'est une mission inaliénable que l'Etat ne peut accomplir en ce mo-

ment», lance-t-elle. «L'actuel musée est replié à l'étroit dans un Palais de Rumine qui ne lui a jamais été destiné.»

Selon Yvette Jaggi, le partenariat privé-public qui prévaut pour le projet de musée est tout à fait banal, en regard d'une longue liste d'institutions culturelles qu'elle énumère.

Daniel Brélaz insiste sur le fait que les Vaudois voteront un crédit d'étude. «Les opposants préfèrent noyer le projet dans des polémiques», accuse le syndic Vert. Ainsi, protection des œuvres stockées à Bellerive et capacité des transports publics sont deux aspects garantis. Les référendaires visent à «ébranler des gens mal documentés», ils propagent des «rumeurs». Il les accuse d'avoir obtenu les signatures du référendum en montrant un photomontage représentant une vision du musée «depuis un angle où il faudrait être assis sur le parking, alors qu'on aurait éliminé tous les arbres».

Le syndic parle en outre d'un projet connexe qui sera bientôt présenté par la Municipalité de Lausanne: un pont amovible à l'entrée du chantier naval de la CGN. «C'est un pont qui se lève chaque fois qu'un bateau de la CGN passe, et ce n'est pas toutes les cinq minutes. Ça existe dans des centaines de villes en Europe, et il n'y a aucune raison que cela soit impossible à Lausanne.» De ce chantier naval voisin, «la CGN ne partira en aucun cas», précise le Vert. Son trafic, de quelques dizaines de bateaux par jour», sera maintenu. Le crédit d'étude avoisinera les 100 000 francs et le pont pourrait coûter entre un et trois millions, avance Daniel Brélaz.

Pour le député libéral Jean-Marie Surer, rapporteur de majorité en faveur du projet de Bellerive ce printemps au Grand Conseil, les référendaires usent d'un ton «amer, triste et provocateur». «Nous, nous sommes enthousiastes», se félicite-t-il. |